

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 06/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**VALINEA**

VALINEA  
rue du Champ du Cerf  
25200 Montbéliard

Références : UID257090/SPR/EDB/ST 2023 - 0616B  
Code AIOT : 0005900458

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2023 dans l'établissement VALINEA implanté rue du Champ du Cerf 25200 Montbéliard. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de l'inspection et de l'action nationale sur le contrôle des équipements sous pression.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALINEA
- rue du Champ du Cerf 25200 Montbéliard
- Code AIOT : 0005900458
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est constitué de deux lignes d'incinération avec une capacité totale de 56 000 tonnes par an (4 t/h). La chaleur produite par l'incinération des déchets (ordures ménagères, déchets d'activité économique, encombrants) est valorisée pour alimenter la petite Hollande par un réseau vapeur.

20 personnes travaillent actuellement sur le site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- équipements sous pression
- prélèvements aqueux
- déchets produits

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
14	Principe de proximité traitement des déchets	Code de l'environnement du 28/08/2021, article L541-1,II,4°	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Sans objet
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet
8	Consommation eau	AP Complémentaire du 19/04/2005, article 19.1	/	Sans objet
9	Consommation eau	AP Complémentaire du 19/01/2021, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Effluents industriels	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 20.3	/	Sans objet
11	Aire de stockage des déchets entrants	AP Complémentaire du 19/04/2005, article 28	/	Sans objet
12	Gestion des mâchefers	AP Complémentaire du 19/04/2005, article 32.1	/	Sans objet
13	Suivi des déchets issus de l'incinération	AP Complémentaire du 19/04/2005, article 32.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre, rangé et bien entretenu. L'exploitant dispose d'une bonne gestion documentaire et notamment d'un bon suivi de ses équipements sous pression. Quelques observations ont été relevées et ont abouti à des demandes de compléments.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression. Sur cette liste figurent 20 équipements sous pression dont un qui n'existe plus. La liste transmise par l'exploitant est formalisée dans un tableau qui reprend les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Localisation de l'équipement</li><li>- Désignation interne</li><li>- Type d'équipement : économiseur, chaudières à tubes d'eau, sécheur, réservoir...</li><li>- Fabricant, année et numéro de fabrication</li><li>- Régime de fabrication</li><li>- Caractéristiques de l'équipement : pression, volume, PSxV</li><li>- Date de la dernière et de la prochaine requalification périodique et périodicité à respecter</li><li>- Date de la dernière et de la prochaine inspection périodique et périodicité à respecter</li><li>- Le cahier technique professionnel de référence est précisé pour certains équipements mais pour d'autres, aucun régime de surveillance n'est indiqué.</li><li>- Les catégories de fluides sont mentionnés pour certains équipements seulement (information non obligatoire réglementairement mais permet plus de lisibilité).</li><li>- La liste ne précise pas si les équipements sont soumis à déclaration de mise en service ou contrôle de mise en service (information non obligatoire réglementairement mais permet plus de lisibilité) : certains équipements ont une pression supérieure à 4 bars et le résultat du produit de la pression par le volume dépasse pour certains de ces équipements 10000. Ces deux conditions sont cumulatives, certains équipements sont concernés. Toutefois, ceux concernés ont été mis en service après le 22/07/2000 (arrêté ministériel qui met en place le suivi de mise en service), dès lors ils sont exclus de cette obligation.</li></ul> L'inspection note qu'aucune tuyauterie ne figure dans la liste des équipements sous pression. L'exploitant indique que sur le site il n'y a que des fluides de groupe 2. Donc dans ce cas, seules les tuyauteries de diamètre nominal supérieur à 100 et dont le produit du diamètre avec la pression est supérieur à 3500 sont concernés. L'exploitant a présenté un document avec les caractéristiques de son réseau. Il est constitué de tuyauteries de diamètre 25, 80 et 150. Les tuyaux de diamètre 25 ont une pression de 20 bars ( $25 \times 20 = 500$ ). Les tuyaux de diamètre 80 ont une pression de 8 bars ( $80 \times 8 = 640$ ). Les tuyaux de diamètre 150 ont une pression de 20 bars ( $150 \times 20 = 3000$ ). Aucune de ces valeurs ne dépasse 3500, les tuyauteries ne sont donc pas concernées par le suivi en service des équipements sous pression.  La liste des équipements sous pression est incomplète pour certains équipements pour lesquels il manque le régime de surveillance. L'exploitant veillera à communiquer cette liste mise à jour dans un délai de 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## **N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</li> <li>- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</li> </ul> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p><b>Constats :</b> Un contrôle par sondage a été réalisé sur deux équipements : le réservoir RUST 1567 et le réservoir DELEY 698.</p> <p>Pour le réservoir RUST 1567, la liste fait apparaître les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Désignation : réservoir (bâche de condensats)</li> <li>- Emplacement : aérocondenseur</li> <li>- Fabricant : RUST</li> <li>- Type d'équipement : récipient</li> <li>- Numéro de fabrication : 1567</li> <li>- Année de fabrication : 2000</li> <li>- Pression : 25 bars</li> <li>- Volume : 1750 litres</li> <li>- Fluide : rien n'est précisé dans la liste des équipements sous pression (information non obligatoire réglementairement mais permet plus de lisibilité)</li> <li>- Date de mise en service : l'exploitant indique que la mise en service a eu lieu en 2000. Or il a présenté une déclaration de mise en service du 29/05/2020. Ce point est à préciser.</li> <li>- Régime de fabrication : décret du 2 avril 1926</li> <li>- aménagements appliqués (régime de surveillance) : AQUAP 2005/01 PdC n°1400995 rev 1</li> <li>- Date dernière requalification périodique : 02/09/2020. Prochaine : 02/09/2030. Périodicité : 10 ans.</li> <li>- Date dernière inspection périodique : 22/06/2016. Prochaine : 01/09/2024. Périodicité : 48 mois.</li> </ul> <p>Pour le réservoir DELEY 698, la liste fait apparaître les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Désignation : réservoir</li> <li>- Emplacement : bâche alimentaire</li> <li>- Fabricant : DELEY</li> <li>- Type d'équipement : récipient</li> <li>- Numéro de fabrication : 698</li> <li>- Année de fabrication : 1988</li> <li>- Pression : 3 bars</li> <li>- Volume : 18600 litres</li> <li>- Fluide : rien n'est précisé dans la liste des équipements sous pression (information non</li> </ul>

obligatoire réglementairement mais permet plus de lisibilité)

- Date de mise en service : la date de mise en service n'est pas précisée.

- aménagements appliqués (régime de surveillance) : AQUAP 2005/01 PdC n°8902754 rev 1

- Date dernière requalification périodique : 10/07/2018. Prochaine : 17/07/2028. Périodicité : 10 ans.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur une probable erreur de saisie dans la date de la prochaine requalification qui devrait être le 09/07/2028.

- Date dernière inspection périodique : 06/07/2022. Prochaine : 05/07/2026. Périodicité : 48 mois.

- Type : réservoir

L'exploitant veillera à compléter les éléments manquants (cf point de contrôle précédent). Les échéances réglementaires sont respectées et l'exploitant a su présenter les différents rapports attestant des dates de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



### **N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li> <li>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li> </ul> <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les compte-rendus d'inspection périodique des deux équipements contrôlés par sondage.</p> <p>Pour le récipient RUST, la date de réalisation de l'inspection indiquée sur le compte rendu est le 22/06/2016 et elle a été réalisée par APAVE. Le compte-rendu est cohérent avec les éléments repris dans la liste des ESP. Il est précisé que le fluide est de groupe 2 (eau surchauffée). Le compte rendu n'est pas signé par la personne ayant réalisé l'inspection. Il ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications intérieure, extérieure et documentaire sont satisfaisantes, l'équipement peut être maintenu en service. Le rapport fait également apparaître l'inspection de l'accessoire de sécurité. Il s'agit d'une soupape du fabricant SPIRAX-SARCO identifiée RC982. La valeur de réglage est de 20 bar. La pression de la soupape est cohérente avec celle de l'équipement. Le rapport indique qu'il y a une corrosion de la bride côté échappement, hors portée de joint et corps en interne. L'exploitant indique que cette soupape a été changée, ceci a été attesté dans le rapport de requalification périodique (voir point de contrôle suivant).</p> <p>L'exploitant veillera à prendre contact avec l'organisme de contrôle afin de récupérer la version signée et la communiquera à l'inspection dans un délai d'un mois.</p> <p>Pour le récipient DELEY, la date de réalisation de l'inspection indiquée sur le compte rendu est le 07/07/2022 et elle a été réalisée par APAVE. Il est cohérent avec les éléments repris dans la liste des ESP. Il est précisé que le fluide est de groupe 2 (eau surchauffée). Le compte rendu est signé électroniquement par la personne ayant réalisé l'inspection. Il ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications intérieure, extérieure et documentaire sont satisfaisante, l'équipement peut être maintenu en service. Le rapport fait également apparaître l'inspection des accessoires de sécurité. Il s'agit de deux soupapes du fabricant SNRI identifiées RC980 et RC981. La valeur de réglage est de 2,5 bar. Il est précisé que les soupapes sont identiques à l'origine et ont été retarées le 05/07/2018. L'état des éléments fonctionnels est satisfaisant. La pression de la soupape est cohérente avec celle de l'équipement.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p><b>Constats :</b> Le contrôle des échéances réglementaires pour les requalifications périodiques a été réalisé sur les deux équipements vu précédemment.</p> <p>Concernant le récipient RUST, la requalification a été réalisée le 02/09/2020 d'après la liste des ESP. L'exploitant a présenté un rapport de cette même date. La prochaine requalification périodique est à réaliser avant le 02/09/2030.</p> <p>Concernant le récipient DELEY, la requalification a été réalisée le 10/07/2018 d'après la liste des ESP. L'exploitant a présenté un rapport de cette même date. La prochaine requalification périodique est à réaliser avant le 09/07/2028 (et non le 17/07/2028 comme indiqué dans la liste des ESP). L'exploitant veillera à corriger cette erreur dans sa liste des ESP.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li> <li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le compte rendu de requalification périodique pour le récipient RUST. Il date du 02/09/2020 et a été réalisé par APAVE. Il est cohérent avec les éléments repris dans la liste des ESP et fait état également de la soupape de sécurité. Elle ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications sont satisfaisantes et l'équipement peut être maintenu en service. Le rapport fait également apparaître la vérification de l'accessoire de sécurité. Il s'agit d'une soupape du fabricant LESER identifiée 11680161 dont l'état est neuf. La valeur de réglage est de 20 bar. La pression de la soupape est cohérente avec celle de l'équipement. Il est précisé que la soupape est plombée en amont sur réseau et que la prochaine échéance de tarage est le 02/09/2030.</p> <p>Concernant le récipient DELEY, la requalification a été réalisée le 09/07/2018 par APAVE. Le compte rendu est cohérent avec les éléments repris dans la liste des ESP et fait état également des soupapes de sécurité. Elle ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications sont satisfaisantes et l'équipement peut être maintenu en service.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> Un contrôle visuel a été réalisé sur le récipient RUST présent à l'extérieur de l'usine d'incinération au niveau de l'aérocondenseur. Le récipient possède une plaque bien visible qui reprend les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Année fabrication : 2000</li><li>- Numéro de fabrication : 1567</li><li>- Volume : 1750</li><li>- Pression : 25 bar</li><li>- Dernière réépreuve poinçonnée : 02/09/2020.</li></ul> Le marquage sur l'équipement correspond bien à toutes les caractéristiques reprises dans la liste des ESP. L'état de l'équipement n'a pas pu être vérifié car calorifugé. Le calorifuge quant à lui était légèrement déformé.  Concernant le récipient DELEY, il se situe l'intérieur de l'usine d'incinération. Le récipient possède une plaque qui ne reprend pas tous les éléments. En effet, on y constate le nom et le numéro de fabrication mais n'y figurent pas la pression ni la date de la dernière requalification. Il n'y a pas de dégradation ou déformation apparente de l'équipement, l'état général est satisfaisant. L'exploitant veillera à prendre contact avec son organisme de contrôle et à envoyer à l'inspection une photo de la plaque correctement renseignée sous un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b> La soupape du récipient RUST a été contrôlée. Une étiquette est accrochée à l'équipement sur laquelle figure notamment la pression. Celle-ci est cohérente avec celle de l'équipement. Les soupapes du récipient DELEY ont également pu être contrôlées. Elle disposent toutes deux d'une plaque de signalisation sur laquelle figure bien la pression de réglage.  Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/04/2005, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau utilisés dans l'établissement.</p> <p>Les ouvrages de prélèvements sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.</p> <p>Lorsqu'il est envisagé d'utiliser de l'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques particuliers pour la distribution en amont, il est utilisé un réservoir de coupure ou un bac de disconnection isolant totalement les deux réseaux.</p> <p>Les réservoirs de coupure et les bacs de disconnections peuvent être remplacés par des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlables.</p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel des utilisation d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.</p> <p>Le relevé des volumes est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site est alimenté en eau par deux sources :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un forage dans les eaux souterraines</li> <li>- le réseau d'adduction d'eau potable de la ville</li> </ul> <p>Ces deux ouvrages de prélèvements font l'objet d'un suivi individuel des consommations d'eau prélevées.</p> <p>Le réseau d'alimentation en eau potable est protégé par un disconnecteur constaté dans l'usine. Il a également été constaté que ce disconnecteur a fait l'objet d'une vérification par APAVE le 07/01/2023.</p> <p>L'exploitant réalise un suivi de ses consommations d'eau dans un tableur.</p> <p>En 2021 la consommation totale était de 16880 m<sup>3</sup>. En 2022, de 20812 m<sup>3</sup>. L'exploitant indique que cette augmentation est dûe à des fuites sur le réseau d'alimentation. Dès lors, il a mis en place un suivi plus strict des consommations. Les débitmètres sont relevés à chaque poste dans une journée pour s'assurer qu'il n'y a pas d'anomalie.</p> <p>Pour le premier trimestre 2023, la consommation est de 4256 m<sup>3</sup>. Le prévisionnel de l'exploitant pour l'année est donc de 16000 m<sup>3</sup>, consommation similaire à 2021.</p> <p>L'exploitant est conscient des enjeux liés à la sécheresse et indique réaliser des causeries avec le personnel pour sensibiliser au gaspillage de l'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Consommation eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/01/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu toutes sources confondues qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont autorisés dans les quantités suivantes : 0,55 m3/tonne de déchets incinérés. En cas de dépassement d'une valeur de consommation spécifique annuelle de 0,45 m3/t l'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées pour l'Environnement les éléments justifiant ce dépassement (caractère consommateur d'eau des problèmes techniques et/ou du caractère anormal des conditions météorologiques rencontrés au cours de l'année considérée ou autres causes) et le cas échéant les mesures prises pour y remédier. Les consommations spécifiques du présent article sont à prendre en compte sur une année calendaire. La consommation maximale journalière toutes sources confondues ne dépasse pas 120 m³. [...]
<b>Constats :</b> Le rapport d'activité du premier trimestre fait état d'une consommation d'eau (toute source confondue) de 0,39 m3/tonne de déchets incinérés. Pour le premier trimestre, la consommation maximale journalière moyenne est de 48,6 m³. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 10 : Effluents industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 20.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des effluents industriels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux industrielles [...] sont dirigées vers un bassin de 85m<sup>3</sup>, dit "bassin eaux industrielles", avant d'être recyclées dans le process d'extinction des mâchefers. A défaut, ces effluents doivent être traités comme des déchets suivant les dispositions du présent arrêté; Tout rejet d'eaux industrielles dans les réseaux communaux (assainissement ou eaux pluviales) est interdit.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'un bassin à l'extérieur du site, à proximité du hangar de stockage des REFIOM. Ce bassin récolte les eaux pluviales d'une partie du site et les différentes eaux industrielles. Les eaux de ce bassin sont réutilisées pour compléter le bac de refroidissement des mâchefers. Le jour de l'inspection, ce bac était à son niveau maximum et ne pouvait donc plus recueillir d'eaux pluviales. L'exploitant a indiqué avoir diligenté une analyse pour anticiper un rejet dans le milieu.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les deux points de vigilance suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ce bassin possède une sonde de niveau bas et une sonde de niveau haut. Ces sondes renvoient un signal lumineux au niveau des coffrets dans l'usine mais pas au niveau de la supervision ce qui ne permet pas une grande réactivité pour l'utilisation de cette eau qui est donc parfois remplacé par l'eau de ville. L'inspection invite l'exploitant à déporter les indicateurs de niveaux de ce bassin au niveau de la supervision afin d'être plus réactif et davantage réutiliser l'eau. L'exploitant indique que cela est probablement prévu lors de la rénovation de l'usine.</li> <li>- L'exploitant a indiqué que les eaux de ce bassin seront analysées avant rejet dans le milieu. Or l'article 20.3 de son arrêté préfectoral prévoit que ces effluents doivent être traités comme des déchets. Les seuls rejets possible sont ceux de l'article 20.5 de l'arrêté préfectoral. Il n'est donc pas possible de les rejeter. L'exploitant veillera à évacuer ces eaux en tant que déchets le cas échéant. Toutefois, il est rappelé que le rapport d'activité du premier trimestre précise qu'il n'y a pas eu de rejet d'eau pluviale au cours de ce trimestre.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Aire de stockage des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/04/2005, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et résidus de traitement (cendres, mâchefers, boues, etc...) ne peuvent être déposés qu'aux endroits prévus à cet effet.</p> <p>La fosse de réception des déchets est construite en matériaux très robustes, résistants aux chocs. Elle est étanche et d'une capacité de 2300 m3. Elle doit permettre la collecte des eaux d'égouttage.</p> <p>Les surfaces en contact avec les résidus doivent résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.</p> <p>L'air aspiré au-dessus de cette fosse doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants.</p> <p>La sécurité du déchargement est assurée par la présence de butes roues devant les déversoirs.</p> <p>L'aire de déchargement des déchets doit être conçue pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.</p> <p>Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.</p> <p>Les portes donnant accès au hall de déchargement et à la fosse de réception doivent être maintenues fermées autant que faire se peut.</p> <p>Les matériels de manutention doivent être entretenus de manière régulière. L'exploitant doit disposer des pièces de rechange nécessaires sur place, afin de remédier au plus vite à une panne éventuelle.</p> <p>En cas d'arrêt ou de pannes prolongées, d'une durée supérieure à 96 heures, les camions doivent être déroutés et les ordures évacuées vers un centre de traitement autorisé à cet effet.</p> <p><b>Constats :</b> Les résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (REFIOM) sont stockés dans des bigs bags sur une aire identifiée à cet effet. Les mâchefers sont stockés dans deux fosses bétonnées (une par ligne d'incinération).</p> <p>La fosse de réception des déchets est en béton. Son étanchéité et la collecte des eaux n'ont pu être vérifiées car la fosse comprenait des déchets. Le volume de déchets présent dans la fosse était assez faible le jour de l'inspection.</p> <p>Il a été constaté la présence de butes roues devant les déversoirs et d'une barrière de sécurité pour délimiter la zone de manœuvre en cas de déroutement de déchets. La fosse est à l'intérieur du bâtiment ce qui limite les envols de poussières. Aucun déchargement n'avait lieu au moment de l'inspection et les portes étaient toutes fermées.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Gestion des mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/04/2005, article 32.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions de stockage des déchets produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mâchefers sont intégralement récupérés en fin de combustion et sont immédiatement refroidis. Ils sont ensuite criblés puis stockés à l'abri des intempéries dans des bacs étanches. Un dispositif doit permettre de collecter les eaux d'égoutture provenant de l'extinction des mâchefers. Ces eaux sont traitées conformément aux dispositions du présent d'arrêté.
<b>Constats :</b> Les mâchefers sont récupérés sous le four dans le bac de refroidissement et acheminés vers un crible par convoyeur. Il sont stockés dans deux fosses en béton situées dans le bâtiment et donc à l'abri des intempéries. En cas de présences d'égouttures importantes en fond de fosse, elles sont pompées et redirigées vers le bassin de collecte des eaux afin d'être réutilisées pour le refroidissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Suivi des déchets issus de l'incinération

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/04/2005, article 32.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions de stockage des déchets produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mâchefers ;</li> <li>- les métaux ferreux extraits des mâchefers</li> <li>- le cas échéant, les métaux non ferreux extraits des mâchefers ;</li> <li>- les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>– poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ;</li> <li>– cendres sous chaudière</li> <li>– déchets secs de l'épuration des fumées ;</li> <li>– catalyseurs usés provenant par exemple de l'élimination des oxydes d'azote ;</li> <li>– charbon actif usé provenant de l'épuration des fumées.</li> </ul> </li> </ul> Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés. Sur les résidus d'épuration des fumées, une analyse de la fraction soluble et des métaux lourds: dans les lixiviats de ces déchets mesurées selon les normes en vigueur est réalisée de façon trimestrielle. Les résultats des analyses sont communiqués trimestriellement à l'inspecteur des installations Classées.
<b>Constats :</b> Les quantités de déchets produites sont reprises par l'exploitant dans son rapport d'activité. Pour le premier trimestre, on retrouve 2086 tonnes de mâchefers, 414,2 tonnes de métaux et 3725,23 de REFIOM. Les REFIOM ont fait l'objet d'une analyse du 21/03/2023 par SOCOR dont les résultats sont repris dans le rapport d'activité. Ce point n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Principe de proximité traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/08/2021, article L541-1,II,4°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Principe de proximité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : [...]</p> <p>4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ; [...]</p> <p>Le principe de proximité mentionné au 4° consiste à assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production et permet de répondre aux enjeux environnementaux tout en contribuant au développement de filières professionnelles locales et pérennes. Le respect de ce principe, et notamment l'échelle territoriale pertinente, s'apprécie en fonction de la nature des déchets considérés, de l'efficacité environnementale et technique, de la viabilité économique des modes de traitement envisagés et disponibles à proximité pour ces déchets, des débouchés existant pour ces flux et des conditions techniques et économiques associées à ces débouchés, dans le respect de la hiérarchie de la gestion des déchets et des règles de concurrence et de libre circulation des marchandises. Les collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales veillent à l'application de ce principe en déterminant, au besoin par convention, les modalités permettant à tout producteur de déchets dont la collecte relève de la compétence de ces collectivités et établissements d'accéder au lieu de collecte pertinent le plus proche du lieu de production desdits déchets.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le rapport d'activité du premier trimestre précise que les REFIOM sont évacués dans un exutoire désigné par la collectivité propriétaire de l'usine (Pays de Montbéliard Agglomération) situé à Heilbronn (Allemagne).</p> <p>Il s'agit de mines de sel situées à 327 km de Montbéliard.</p> <p>Or, l'inspection indique à l'exploitant qu'il y a notamment des installations de stockage de déchets dangereux dans la région, notamment sur la commune de Vaivre-et-Montoille soit à 74 km (l'exploitant indique avoir envoyé les REFIOM à Vaivre dans le passé).</p> <p>L'exploitant devra démontrer en quoi il respecte le principe de proximité en prenant en compte les aspects économiques et environnementaux.</p> <p>Il communiquera ces éléments à l'inspection dans un délai de un mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet